



ST-BERNARD / 20 ANS APRES

PLUS QUE JAMAIS LA LUTTE CONTINUE

Journée débats vendredi 26 août 2016 Sans-Papiers/Soutiens

De 11 heures à 17 heures

Lieu : Squat 21/23/25 et 27, rue de Clichy et 29, rue Aimé Césaire

93400 – Saint-Ouen

Métro : Garibaldi (ligne 13)

Appel à Manifestation Samedi 27 août 2016

Départ 14 heures Place de la République en Direction Eglise Saint-Bernard

L'UNION NATIONALE DES SANS PAPIERS (UNSP), dans le cadre des activités commémoratives des 20 ans de l'évacuation de l'Eglise St-Bernard, condamne avec la plus grande énergie ces actes barbares qui se perpétuent à travers le monde entier, en particulier en France notre pays d'accueil.

Dans un contexte politique et économique marqué par des actes de terreur sans précédent, des atteintes aux valeurs fondamentales de la République, par une politique sécuritaire traduisant l'état d'urgence dans un monde marqué par l'émergence de démons destructeurs que rien ne justifie.

Nous mesurons avec inquiétude les conséquences de ces décisions sécuritaires qui aggravent considérablement nos situations déjà bien précarisées parce que :

- elles donnent tout pouvoir aux forces de police d'investir à l'aube nos lieux de vie, se traduisant par des arrestations intempestives allant jusqu'à l'enfermement et l'expulsion.. Nos foyers sont l'objet de toutes les « attentions », des gérants ferment arbitrairement (cuisines lieux de prière) brisant notre vie communautaire
- les médias, les politiques de gauche comme de droite pratiquent dangereusement l'amalgame entre terroristes et migrants (réfugiés/Sans-Papiers) et entretiennent ainsi un climat de plus en plus délétère, de suspicion et de racisme dans la population
- La Circulaire VALLS du 28 novembre 2012 n'a fait pour l'essentiel, que proroger l'injustice des lois Pasqua de 1993. En effet en la matière, les Préfectures exigent que nous fournissions des fiches de paie sur plusieurs années, alors que notre statut de sans-papiers ne nous permet pas de les obtenir. Ainsi se poursuit le travail au noir, encourageant l'exploitation patronale, les fausses déclarations, la politique discrétionnaire des Préfectures.
- les lois anti-émigrés qui malgré les déclarations mensongères du pouvoir pour étouffer notre lutte sont de plus en plus répressives et restrictives comme le prouvent les derniers remaniements du CESEDA.

La France n'a procédé à des régularisations massives que deux fois :

- 1981 au début du septennat de François MITTERAND 134 000 régularisations

- 1997 après l'arrivée à Matignon de Lionel JOSPIN et suite à l'évacuation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, 84 000 régularisations par la Circulaire Chevènement.

Depuis le 18 mars 1996 les sans-papiers organisés en différents Collectifs ont mené de nombreuses actions (occupations, grèves, des marches à travers la France et des Caravanes en Europe).

- 2002 : Occupation de la Basilique de Saint-Denis, marche de Marseille à Paris ;
- 2003 : Marche du Havre à Rouen ;
- 2004 : Marche de Bruxelles à Paris ;
- 2006 : Lutte des 1000 de Cachan (15 jours) ;
- 2008 : Occupation de l'église Saint Paul à Nanterre (15 jours), Campagne Racket, occupation la Bourse du Travail (14 mois)
- 2009 : Occupation de la CPAM rue Baudelique à Paris (13 mois) ;
- 2010 : Marche de Paris à Nice, lors de la Commémoration du 50ème anniversaire de l'indépendance des pays africains (1 mois) ;
- 2011 : Participation au Forum Mondial de Dakar ;
- 2012 : Marche européenne des sans-papiers et des migrants (1 mois) ;
- 2012/2013 : Les grévistes de la faim de Lille « Faut-il mourir pour avoir des papiers (73 jours) ;
- 2013 : Marche du Grand Paris des sans-papiers, Forum Social Mondial de Tunis (1 mois) ;
- 2014 : Caravane et grande manifestation à Bruxelles lors du sommet du Conseil de l'Europe sur la politique migratoire ;
- 2015 : Caravane au Forum Social Mondial de Tunis.

Alors que tous les pays de l'Europe du Sud ont régularisé massivement, en proportion de leur population, l'Allemagne et la France viennent très loin derrière, avec 185 000 immigrés légalisés dans chaque pays. Pour mémoire quelques chiffres du nombre de régularisations en Europe sur la décennie ayant précédé la crise, c'est-à-dire 1997-2007 (source « migration Policy institute ») :

- 1,2 millions de sans papiers régularisés en Italie ;
- 1 million en Espagne ;
- 425 000 en Grèce ;
- 250 000 au Portugal

Et bien au-delà de notre insécurité nous devons combattre cette politique assassine dont tous les Etats Européens sont responsables et complices. Sur toutes les frontières Européennes, et sur nos frontières (Calais, Vintimille etc...) la mer Méditerranée est devenue le plus grand cimetière où des milliers de migrants sans distinction hommes, femmes et enfants trouvent la mort en fuyant des pays détruits par des guerres impérialistes.

- c'est pourquoi nous exigeons que cessent ces drames aux frontières et dans notre pays. :
- une autre politique migratoire dans l'application de la Convention Européenne des Droits de l'Homme dont nous sommes signataire et le respect de la Convention de Genève dans l'accueil des réfugiés ;
- nous demandons aussi que les Etats et les Responsables Européens prennent en compte la situation de guerre dans tous les pays du monde responsable de l'exil des populations ;
- dans cette situation de détresse en France, nous devons aussi y associer tous les précaires qui subissent les mêmes conséquences de cette politique de régression sociale, brutale et indigne.

« PLUS QUE JAMAIS NOTRE SLOGAN FRANCAIS / EMIGRES SOLIDARITE ! »

Prend toute sa dimension politique.

L'UNION NATIONALE DES SANS PAPIERS (UNSP) EXIGE :

La régularisation globale de tous les Sans-Papiers

- *La liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous ;*
- La régularisation de tous les sans-papiers par une carte de 10 ans ;
- *La fermeture des Centres de rétention l'arrêt des expulsions ;*
- *Le respect du droit d'asile ;*
- Abrogation de lois anti-émigrées.